

Austérité, suppression d'emploi: **la riposte par la mobilisation et la grève !**

Les députés et sénateurs examinent toujours les projets de loi de finances de l'État et de la Sécurité sociale. Un passage en force entérinera les budgets austéritaires présentés par le gouvernement Barnier. [Le texte sera celui du gouvernement et du patronat](#), durci par les sénateurs, les tractations entre macronistes, LR et RN. L'illusion que l'on puisse faire reculer le patronat et le pouvoir à son service à l'Assemblée Nationale, comme le claironne le *Nouveau Front Populaire*, tombe! Le texte final présage des attaques historiques contre les travailleurs et l'ensemble de la population laborieuse. Macron a augmenté la dette de 1.000 milliards d'euros en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises capitalistes. Le gouvernement va chercher dans les poches des travailleurs, des retraités, des collectivités de quoi combler le trou laissé par cette politique.

C'est inacceptable, les responsables de la dette ne sont pas travailleurs.

La situation économique et sociale en France comme en Europe continue de se dégrader sous les politiques d'austérité mise en œuvre par les tenants du capital. Partout le patronat se sert de la crise pour remettre en cause les droits sociaux et les garanties collectives afin de faire pression sur les salaires et réduire les prestations sociales conduisant à la paupérisation et à la précarisation des couches plus en plus nombreuses de salariés et retraités. Les plans antisociaux se multiplient et jettent à la rue des milliers de travailleurs et leurs familles.

L'inquiétude monte face aux plans sociaux: la question des suppressions d'emploi devient centrale

Automobile, distribution, chimie... Les licenciements se multiplient dans de nombreux secteurs et pourraient se poursuivre ces prochains mois. Une mise en garde que le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci n'a pas démenti en déclarant : « *Des annonces de fermetures de sites, il y en aura probablement dans les semaines et les mois qui viennent* ». La question des suppressions d'emploi devient centrale

Les entreprises privées reçoivent près de 200 milliards d'euros d'aide publique soit plus de 30 % du budget de l'État, deux fois le budget de l'Éducation nationale. L'argent des contribuables, sans aucune contrepartie, sert à licencier et aux profits: Michelin affiche 3,4 milliards de profits en 2024. Sanofi, Airbus, Valeo augmentent leur chiffre d'affaires et les dividendes versés à leurs actionnaires. La famille Mulliez (Auchan, Décathlon, Leroy Merlin, Kiabi, Saint-Maclou, Norauto...) possède plus de 50 milliards d'euros. Ces groupes capitalistes se comportent en maîtres du monde. Du RN au NFP, en passant par la droite et le centre, chacun à sa manière nous explique qu'il « *faut réindustrialiser le pays* »... face à la « *la concurrence avec la Chine* »... mais aucun ne défend d'interdire les fermetures des sites industriels et les suppressions d'emplois ! Aucun n'ose comme nous s'attaquer au capital, aucun n'affirme que les profits de tous ces groupes c'est la richesse créée par les travailleurs, pas un seul politicien ne veut s'affronter au capital et abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange (entreprises industrielles et commerciales, sociétés financières, grandes banques), mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion.

Les luttes se multiplient dans l'industrie et dans le commerce pour dénoncer les plans de licenciement.

Cette semaine la CGT a lancé une mobilisation nationale à Clermont-Ferrand, la ville berceau de Michelin, également en grève dans le secteur aérien. Les luttes se multiplient dans l'industrie et dans le commerce Vencorex, Michelin, Sanofi, Milee, Valéo, MA France, Europhane, ExxonMobil... Dumarey, le chauffagiste Saunier Duval, le chimiste Vencorex, les multinationales Airbus, Michelin, Stellantis, mais aussi Casino, Auchan.

Les grèves et les mobilisations se multiplient.

L'intersyndicale de la fonction publique⁽¹⁾ territoriale appelle à des actions le **10 décembre**. Dans **l'éducation nationale**, les organisations syndicales ont déposé une **alerte sociale** pour dénoncer les suppressions de poste. Les professionnels du **secteur de la santé et de l'action sociale** ont déposé un préavis de **grève reconductible**. Le secteur de **la petite enfance** sera mobilisé le **19 novembre**. **L'ensemble des organisations syndicales des cheminots** appelle à une journée de grève le **21 novembre** puis le **11 décembre** menace de grève illimitée contre les projets de privatisation, de liquidation du Fret SNCF et pour les salaires. **Les agriculteurs** lanceront un nouveau mouvement le **19 novembre** avec dans leur viseur [l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur](#). Neuf organisations de **retraités** manifesteront le **3 décembre**. [Le mouvement contre la vie chère, débuté le 1^{er} septembre, se poursuit en Martinique](#). Le **12 décembre** des **mobilisations** pour l'emploi dans toutes les régions.

C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera

S'unir et s'organiser, les travailleurs mènent le combat pour leurs intérêts et pour se faire respecter : *«Vous représentez une force énorme si vous luttez ensemble. L'avenir dépend de vous »*. Il n'y a pas le choix. Le combat est urgent. Comme le font les Michelins, les cheminots, les agriculteurs, les enseignants, les hospitaliers... Il est impératif de mettre au niveau national tous les travailleurs et leurs organisations en ordre de bataille pour construire une riposte populaire commune à la hauteur des attaques.

C'est notre mobilisation qui fera changer la donne !

⁽¹⁾ les fonctionnaires ont vu baissé leur pouvoir d'achat de 18% depuis 2010. Le gouvernement veut continuer à geler le point d'indice ainsi que le non versement de leur prime de pouvoir d'achat, mais aussi leur imposer 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie et passer à 90 % les indemnités de congés maladie. 100.000 suppressions d'emplois.